



Les sondages se sont souvent trompés

UNION EUROPÉENNE De 9 à 15 % des électeurs étaient encore indécis

► Economie, immigration et place du Royaume-Uni dans le monde : tels sont les sujets qui détermineront le vote des Britanniques ce jeudi.

► « Votez "rester" pour une Grande-Bretagne plus grande et meilleure », a déclaré hier à Bristol un David Cameron gonflé à bloc.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANT

A lors que le camp du « non » au « Brexit » apparaissait avoir le vent en poupe à la veille du référendum qui se déroule ce jeudi 23 juin, sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, c'est l'économie, l'immigration et la place du Royaume-Uni dans le monde qui détermineront le choix des 46,5 millions d'électeurs appelés aux urnes.

Dans sa dernière interview de la campagne référendaire, accordée au *Financial Times*, le Premier ministre, David Cameron, a insisté sur « le dividende économique immédiat » d'un maintien dans l'UE. Comme l'attestent les convulsions de la livre sterling et de la Bourse de Londres au cours des dernières semaines, un « Brexit » aura un énorme impact sur l'économie.

Interrogés la veille du jour J, la quasi-totalité des experts ont réitéré les conséquences globalement très négatives d'une sortie sur l'emploi, la croissance et

surtout le commerce. Publiée le 22 juin par plus d'un millier de gros pontes de l'industrie et de la finance, une lettre ouverte en faveur du « Remain » a alimenté l'optimisme des europhiles.

En revanche, la question de l'immigration favorise le Brexit. Tous les arguments, même les plus mensongers, sont bons pour faire monter la fièvre populiste et xénophobe qui a déferlé sur l'Angleterre depuis l'ouverture de la campagne en avril. A commencer par la prétendue probabilité que la Turquie puisse rejoindre l'Union européenne dans un avenir proche. Mais le message anti-immigration aux confins du racisme a montré ses limites. Lors du dernier grand débat télévisé à la BBC, le maire de Londres, Sadiq Khan, favorable au statu quo, a fait crouler la salle sous les applaudissements en lançant à l'adresse de ses adversaires : « *Partir, ce n'est pas le projet peur, c'est le projet haine.* »

Par ailleurs, la révélation que le camp du départ a accepté un don de 600.000 livres de la part d'une sympathisante de l'extrême droite ne cesse de lui coller aux guêtres. Les « Brexiteers » sont d'autant plus embarrassés que le pays est toujours sous le choc de l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox, perpétré la semaine dernière par un militant néonazi. « *Jo a été tuée en raison de ses convictions politiques* », a insisté son mari, Brendan Cox, dans un entretien à la BBC visant spécifiquement le discours incendiaire anti-immigrants des partisans de la rupture.

Troisième point de discorde : le rôle du Royaume-Uni dans le monde. L'ode

à l'OTAN et à la relation privilégiée avec les Etats-Unis chantée par les pro-Brexit s'est heurtée aux avertissements du secrétaire général de l'organisation atlantique, Jens Stoltenberg, et du président des Etats-Unis, Barack Obama, sur les dangers du départ vers le grand large. « *Vous sous-estimez lamentablement ce pays* », a répliqué l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, en se drapant dans l'Union Jack.

Aussi, le camp du Brexit n'a pas su se renouveler. Les eurosceptiques ont concentré leurs efforts sur Boris Johnson, qui est apparu tendu et fatigué dans les derniers jours de la campagne. En revanche, le Premier ministre a su prendre du recul en mettant sur le devant de la scène de nouvelles têtes. Le maire de Londres, Sadiq Khan, l'égérie des tories écossais Ruth Davidson – lire en page 4 – ou la patronne des syndicats du TUC, Frances O'Grady, se sont distingués par leur sens de la répartie et leur ironie. Les anciens Premiers ministres John Major et Gordon Brown ont également été mobilisés lors de cette ultime journée.

« *Votez "rester" pour une Grande-Bretagne plus grande et meilleure* », a déclaré à Bristol un David Cameron gonflé à bloc. Reste que faute de précédent historique récent, les sondages peuvent se révéler aléatoires. D'autant que l'histoire électorale du Royaume-Uni est semée de favoris étranglés. A l'instar de Winston Churchill, le héros de la résistance au nazisme, qui avait été battu à la surprise générale lors du scrutin de 1945. ■

MARC ROCHE

la reine Elizabeth II est-elle pour le Brexit ?

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANT

La scène se passe lors d'un dîner organisé récemment par la reine Elizabeth II auquel avaient été conviés des membres de sa famille et quelques amis proches. « *Donnez-moi trois raisons pour lesquelles le Royaume-Uni doit rester dans l'Union européenne ?* », aurait demandé la souveraine à chacun des invités. Un débat « franc » s'en était

suivi au cours duquel la monarque aurait exprimé des vues eurosceptiques.

A la veille du référendum, qui s'annonce serré, sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, cette révélation digne de foi du biographe royal Robert Lacey a fait la une des journaux populaires supporteurs de la rupture. Ainsi le tabloïd *Sun*, plus gros tirage de la presse quotidienne, af-

firme « *la Reine a parlé du Brexit* » en ajoutant, « *trois raisons pour demeurer dans l'Europe ? Désolé Ma'am, nous ne pouvons pas vous en donner une seule* ». Dans l'atmosphère tendue qui

régne à Londres en raison de l'imprévisibilité du résultat, le scoop de Lacey a fait l'effet d'une bombe. D'autant que le biographe royal n'est pas l'un de ces observateurs du clan Windsor friends de

potins et d'informations de seconde main. L'auteur du best-seller *Royal: Her Majesty Queen Elizabeth II* connaît la dynastie Windsor sur le bout des doigts. « Pour bien faire ce métier, il faut fréquenter non seulement les membres de la famille, leur entourage, mais la société dans laquelle ils évoluent », m'a confié un jour l'ancien journaliste du *Sunday Times*. Buckingham Palace s'est refusé à tout commentaire...

Plutôt proche d'une droite modérée

De l'avis général, la Reine serait plutôt partisane d'une droite modérée, à l'image de celle représentée par son

Premier ministre, David Cameron, le chef de file du « Remain ». Par nature, elle préfère le consensus à la polarisation. De surcroît, la garante de l'unité nationale ne peut que redouter l'encouragement à la sécession de l'Ecosse en cas de victoire du « out ». En revanche, la perte de souveraineté nationale ne peut qu'inquiéter une souveraine constitutionnelle qui règne mais ne gouverne pas. Et sur la question de l'immigration, celle qui préside aux destinées du Commonwealth ne peut qu'approuver la promesse du camp du départ d'encourager la venue de res-

tissants de la « grande famille d'outre-mer ».

Lors du scrutin sur l'indépendance écossaise, en 2014, la Reine avait demandé à ses sujets calédoniens « de bien voter », ce qu'ils avaient fait en plébiscitant le « non » à l'indépendance. Ceux qui s'attendaient à pareille intervention sur le Brexit auront été déçus, à l'exception de cette prétendue question posée en privé. A cause des clivages et des fractures à l'intérieur de toutes les familles politiques, la souveraine s'est murée dans un silence qui vaut tous les discours du Trône. ■

M. R.

Charles Michel : « Un momentum pour l'Europe »

Le Premier ministre Charles Michel a plaidé mercredi pour l'organisation, quel que soit le résultat du référendum, d'un conclave des dirigeants européens au cours duquel ceux-ci s'engageraient à réaliser des avancées concrètes dans la construction européenne montrant aux citoyens la valeur ajoutée de l'UE.

« Un momentum politique se présente pour l'Europe », a-t-il affirmé à la Chambre devant le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes. Selon M. Michel, ce conclave devrait décider des mesures pour le renforcement du marché intérieur,

pour une politique migratoire forte et pour une sécurité interne et externe. (b)

Juncker exclut toute nouvelle négociation

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a prévenu mercredi qu'il n'y aurait « en

aucune sorte de nouvelle négociation » avec Londres si le « out » devait l'emporter au référendum. « Dehors c'est dehors », a-t-il lancé, rappelant qu'un accord, dans lequel les vingt-huit ont fait de larges concessions, avait été conclu avec le Premier ministre britannique David Cameron en février : « Il a eu le maximum qu'il pouvait obtenir et nous avons donné le maximum de ce que nous pouvions donner, donc il n'y

aura aucune renégociation, ni sur l'accord que nous avons

conclu en février, ni en ce qui concerne un changement de traité. » (afp)

Pour Hollande, c'est « l'avenir de l'UE qui se joue »

François Hollande a averti mercredi que « c'est plus que l'avenir du Royaume-Uni dans l'Union européenne, c'est l'avenir de l'Union européenne qui se joue » ce jeudi. Si le référendum conduisait au « Brexit », Paris le jugerait « irréversible ». Pour François

Hollande, « le départ d'un pays qui est géographique-ment, politiquement, historiquement dans l'Union européenne aurait forcément des conséquences extrêmement graves ». (afp)

Les bookmakers ne doutent pas de la victoire du « in »

Les sondages sont ultra serrés mais les bookmakers n'hésitent pas à parier résolument sur une victoire du « in », un maintien du

Royaume-Uni dans l'Union européenne. Les principales maisons de paris, Ladbrokes, Coral, Paddy Power ou Betfair, donnaient mercredi au « Remain » 76% de chances de l'emporter contre environ 24% pour le « Leave ».

Alors, qui croire ? Les récents scrutins incitent à faire confiance aux bookmakers. Ils avaient visé juste pour le référendum écossais en 2014 et ils se sont beaucoup moins trompés que les sondages de 2015 pour les élections législatives. (afp)

S sur lesoir.be

Ce jeudi, un « live » permettra de suivre le référendum tout au long de la journée, notamment au niveau de la participation. Ce « live » sera aussi alimenté par notre envoyé spécial au Royaume-Uni, Jurek Kuczkiewicz.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, nous relayerons les résultats au fur et à mesure de leur arrivée.

Durant la journée de vendredi, différentes réactions, les analyses et reportages de notre envoyé spécial et de notre correspondant à Londres, Marc Roche, ainsi que des débats permettront de décoder le verdict et d'envisager la suite des événements.

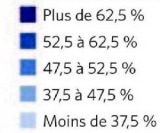
Un pays divisé, un suspense entier

C'est un pays divisé qui se rend aujourd'hui aux urnes. 46,5 millions de Britanniques vont se prononcer pour le « in » ou pour le « out ». Les deux camps ont leurs ténors politiques et leurs vedettes. Jusqu'à la dernière limite, ils ont répété leurs arguments sur l'immigration, l'économie et la souveraineté.

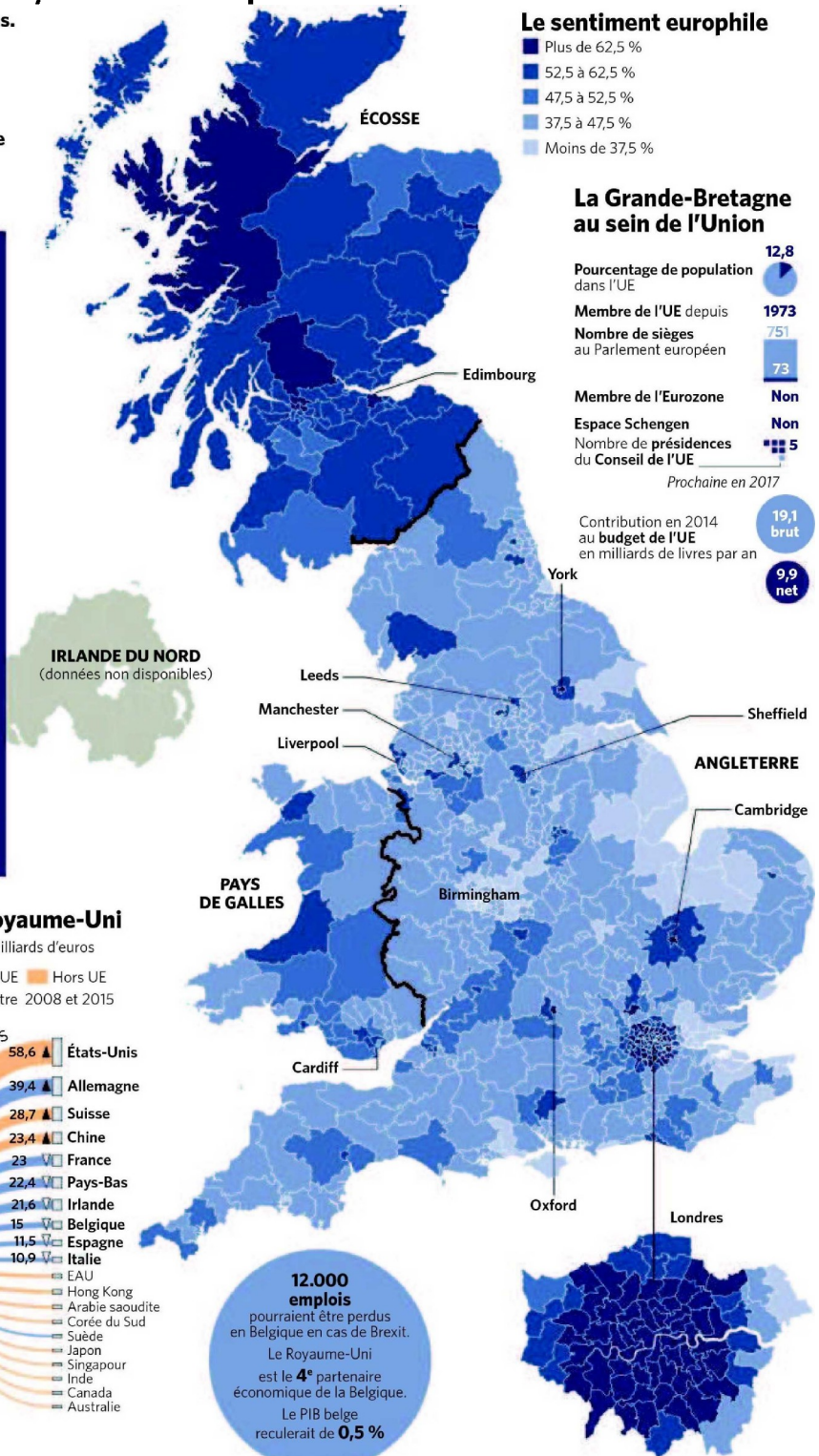
Ils sont...

pro-Brexit	anti-Brexit
Nigel Farage Leader de l'Ukip (parti europhobe)	David Cameron Premier ministre
Boris Johnson Ancien maire de Londres	Jeremy Corbyn Leader du Labour (travailleuse)
Michael Gove Ministre de la Justice	Sadiq Khan Maire de Londres
Roger Daltrey Chanteur de Pink Floyd	Ken Loach Réalisateur
John Cleese Membre des Monty Python	David Beckham Footballeur
Joan Collins Actrice	Keira Knightley Actrice
Mick Jagger Membre des Rolling Stones	J. K. Rowling Ecrivain
Michael Caine Acteur	Benedict Cumberbatch Acteur

Le sentiment europhile

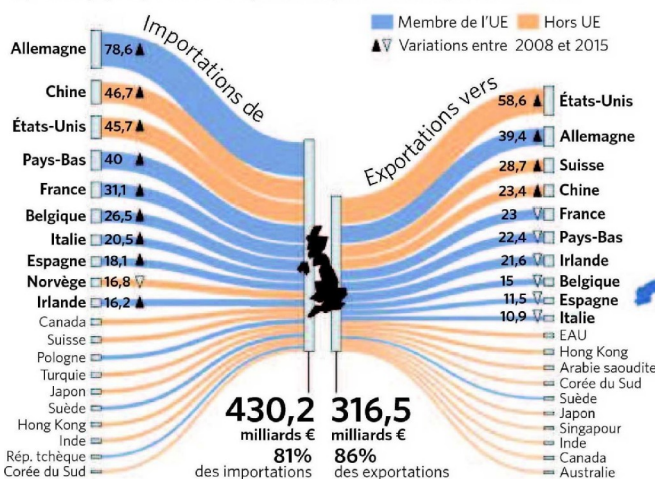


La Grande-Bretagne au sein de l'Union



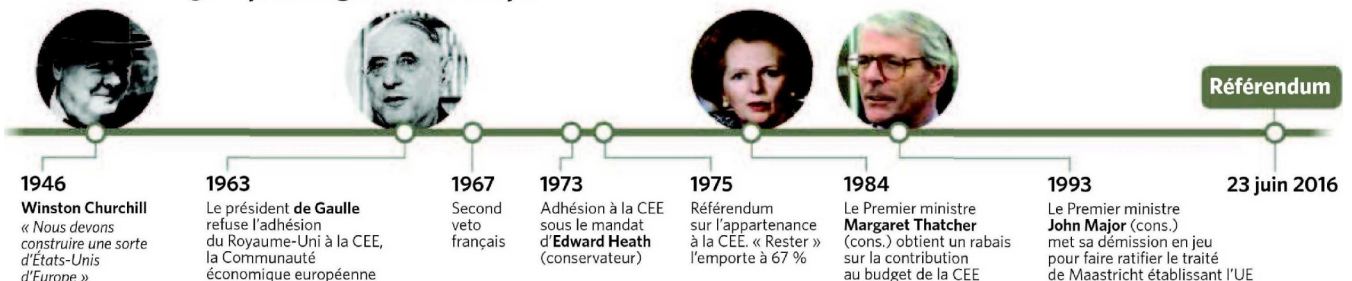
Principaux partenaires commerciaux du Royaume-Uni

Top 20 des pays importateurs et exportateurs de produits en 2015, en milliards d'euros



12.000 emplois pourraient être perdus en Belgique en cas de Brexit. Le Royaume-Uni est le 4^e partenaire économique de la Belgique. Le PIB belge reculerait de 0,5 %

Une relation longtemps ambiguë avec l'Europe





Paul De Grauwe « A-t-on besoin d'un pays qui veut déconstruire l'Union européenne ? »

POUR

Pour que l'Union européenne puisse aller de l'avant, un Brexit est sans doute souhaitable. Telle est l'analyse de Paul De Grauwe, professeur à la London school of economics, professeur émérite à la KUL et chroniqueur au *Soir*.

L'Union européenne a-t-elle intérêt à ce que la Grande-Bretagne reste en son sein ou le Brexit est-il souhaitable ?

J'ai mes doutes à ce sujet. Si la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne, elle va poursuivre sa stratégie qui consiste à bloquer chaque entreprise d'intégration. Voir même de tenter de déconstruire l'Union. Car elle rejette le modèle en vigueur actuellement en son sein, à savoir des décisions prises à la majorité des Etats membres. Et cela, la Grande-Bretagne ne l'a jamais accepté. C'est un problème. Ils veulent un retour à un modèle intergouvernemental dans lequel chaque pays a un droit de veto. Ce n'est pas une bonne chose pour l'Union européenne. La Grande-Bretagne n'est pas le seul pays à souhaiter cela. Mais c'est le pays le plus important d'entre eux.

Je pose donc la question : a-t-on besoin d'un pays qui veut déconstruire l'Union ?

Certains avancent le risque économique d'un tel Brexit mais, pour vous, il faut avant tout poser le problème sur le plan politique ?

Tout à fait. Même si je reconnais évidemment que sur le plan économique, le Brexit ne serait pas une bonne chose pour nous comme pour les Britanniques. Si j'étais Britannique, je voterais d'ailleurs pour le maintien dans l'UE. C'est dans leur intérêt. Ils tirent davantage de bénéfices de leur appartenance que cela ne leur coûte. Mais si je me place dans une perspective politique, de poursuite de l'intégration européenne, alors je me dis qu'il vaut sans doute mieux le faire avec les partenaires qui veulent aller dans cette direction, et pas avec ceux qui ont l'intention de tout bloquer.

Le Brexit, s'il se produit, pourrait servir d'électrochoc à une Union en panne ? Oui, mais il faudra prendre une initiative. Et d'autres pays pourraient déci-

der de se dégager de cette Union. Et je dis : qu'ils le fassent ! On ne va pas faire une Union avec les pays qui sont là à contrecœur. Les vingt-huit, ce n'est pas sacro-saint. On est sans doute trop nombreux. On est actuellement dans une dynamique qui conduira sans doute à terme à une désintégration. Je pense donc qu'il faut aller de l'avant. Avec en tête l'objectif de produire davantage de bien-être. Car l'Union européenne a réagi de manière catastrophique à la crise financière. Il faut changer cela aussi. Un Brexit secouerait l'arbre européen. Et en ferait tomber certaines pommes pourries, si j'ose dire.

Parmi les arguments des pro-Brexit, outre-Manche, il y a l'idée que l'Union européenne actuelle est anti-démocratique. C'est aussi cela qu'il faut changer ?

Il y a beaucoup d'hypocrisie chez les tenants de cet argument, qui se situent notamment au sein du parti Ukip (parti britannique europhobe, NDLR). Mais ils devraient d'abord balayer devant leur porte, car leur démocratie n'est pas parfaite. Le parti Ukip, d'ailleurs, n'a qu'un député au parlement britannique, alors qu'il a récolté 12 % des voix. Il y a une sorte de mythe qui prévaut outre-Manche selon lequel c'est la Commission européenne, composée de bureaucrates sans légitimité démocratique, qui prend toutes les décisions. Mais dans les faits, elles sont prises par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement et par le Parlement européen, qui sont des instances issues d'élections démocratiques. C'est donc faux. Ceci dit, il y a des failles. Je ne prétends pas que le modèle actuel ne doit pas être en partie changé. Mais la caricature qui en est faite est déplacée.

Quelle relation pourrait établir l'Union européenne avec une Grande-Bretagne qui vient de la quitter ?

Il faut être très clair : soit les Britanniques restent dedans et ils doivent accepter toutes les règles d'un marché commun, y compris la libre circulation des travailleurs. Soit ils sortent et il faut établir une nouvelle relation. Cer-

tains pays de l'Union, comme l'Allemagne, sont pour une attitude assez flexible vis-à-vis de la Grande-Bretagne parce qu'ils y exportent beaucoup. D'autres, comme la France, n'ont pas ces mêmes intérêts commerciaux et devraient prendre une position plus ferme. Je penche aussi pour cette deuxième attitude : s'ils sortent, les Britanniques ne doivent plus avoir accès au marché unique de la même manière.

Si le Brexit provoque un effet domino et la sortie d'autres pays, quel modèle envisagez-vous pour l'Europe ?

Il faut peut-être retourner à une Union plus restreinte. Je ne vois pas de problème à ce qu'une dizaine ou une quinzaine de pays restent au final, mais il faut que parmi eux figurent la France, l'Allemagne et le Benelux. Mais je le répète : il faudra aussi prendre sans attendre des initiatives pour rendre cela attrayant. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

Paul De Grauwe

Economiste belge né en 1946, il est professeur à la London school of economics et professeur émérite à la Katholieke universiteit Leuven. En matière politique, il a siégé comme sénateur, membre du parti libéral flamand Open VLD.

Diplômé en sciences économiques de la KUL, il est aussi titulaire d'un doctorat en économie de la Johns Hopkins university, aux Etats-Unis, et est docteur honoris causa de l'Université de Saint-Gall, en Suisse. Il fut économiste au Fonds monétaire international de 1973 à 1974. Il publie régulièrement dans nos colonnes une chronique intitulée « #tour d'ivoire ».

Daniel Cohn-Bendit « Quel que soit le verdict, l'Europe va devoir se redéfinir »

**NI
POUR NI
CONTRE**

ENTRETIEN

Daniel Cohn-Bendit a siégé au Parlement européen de 1994 à 2014, sous la bannière des Verts. Depuis, il a retrouvé sa liberté de parole.

Vaut-il mieux que la Grande-Bretagne reste dans l'Union, avec les dispenses et exemptions aux règles communautaires obtenues en février, ou qu'elle quitte un navire dont elle n'arrive décidément pas à accepter les règles du jeu communes ?

Entre les deux, mon cœur balance. D'un côté, il y a un argument, qui est vrai, qui est que l'Angleterre veut un marché unique et rien de plus, et qu'elle est dès lors un frein à un ordre politique allant plus loin dans la fédéralisation. Et dans ce contexte, l'accord sur les concessions arrachées par Cameron en février – qui n'a pas été débattu au Parlement européen! – est catastrophique. Cet accord n'a servi que le seul Cameron, afin qu'il puisse dire: « Je suis capable de négocier », « Je suis capable

de freiner l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union européenne ». Cet accord affaiblit l'Europe. De l'autre côté, il est vrai aussi de dire que si l'Angleterre sort, cela relancera le débat dans d'autres pays, qui diront: « Nous aussi, il faut qu'on sorte ». Cela affaiblira donc l'Europe au moment où celle-ci a énormément de difficultés à se projeter dans l'avenir et à se redéfinir par rapport aux défis d'aujourd'hui. Ces deux arguments sont valables. Personnellement, j'espère quand même un peu plus que les Anglais décideront de rester, mais j'affirme que, de toute façon, qu'ils restent ou ne restent pas, il faut relancer la machine européenne. Il faut une renaissance. Dans cette redéfinition de l'Europe, je plaide pour que l'on fasse une différence entre les Européens dans l'espace du marché unique et les Européens qui veulent aller plus loin vers une Europe fédérale, et qu'à la fin, on ait deux cercles: une Europe fédérale qui aura la volonté de

définir sa souveraineté par rapport à la mondialisation et une Europe économique qui, elle, garantira le marché unique. La fameuse phrase de Prodi est plus que jamais vraie: l'Europe, c'est comme quand on est à vélo, si on s'arrête on tombe.

Même si Londres reste dans l'Union, on ne pourra donc pas faire comme s'il ne s'était rien passé, c'est ça ?
Exactement. Il faut vider l'abcès. On ne peut pas continuer comme ça.

Le débat sur le Brexit n'a-t-il pas eu au moins la vertu de rappeler aux Britanniques ce que l'Europe leur apportait ?
Personnellement, je suis plutôt peiné, et même choqué, par l'irrationalité du débat. Le débat, c'est: « l'économique » contre « l'immigration »... Ceux qui sont pour l'Europe n'ont pas de triques pour l'Europe, c'est ça le problème! Par ailleurs, on marche sur la tête. Ceux qui sont favorables au Brexit disent: « Si on sort de l'Europe, on va fermer nos frontières »... Mais les frontières sont fermées; les réfugiés, ils sont arrêtés en France, à Calais! Leur problème, ce sont les ouvriers polonais. Mais c'est un autre débat. Par ailleurs, tout le monde s'accorde à dire que si tous les Polonais se taillaient de Londres et des autres grandes villes, ces villes connaîtraient d'énormes problèmes de fonctionnement.

Cette irrationalité a été bloquée par une martyre, Jo Cox: une partie des conservateurs qui étaient pour le Brexit ont été choqués et sont revenus en arrière. Peut-être que cette campagne aura une vertu, sera une cure contre ces mensonges sur l'Europe – même s'il y a des tas de choses à critiquer. L'Angleterre a montré à quel point l'émotion manipulatrice peut jouer un sale rôle à des sociétés.

Qu'est-ce qui pourrait se passer si les Britanniques décidaient finalement de quitter l'Europe ?

Boris Johnson deviendrait Premier ministre et commencerait à négocier

le départ. Mais au bout de deux ans, il pourrait revenir à Westminster et demander solennellement qu'on retire la demande de sortie, parce qu'on n'y arrive pas... Car sortir de l'Europe, c'est aussi difficile que démanteler une centrale nucléaire. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

« Je plaide pour que l'on fasse une différence entre les Européens dans l'espace du marché unique et les Européens qui veulent aller plus loin vers une Europe fédérale »

Daniel Cohn-Bendit

Ancien leader et porte-parole de la révolte étudiante de mai 68, journaliste puis homme politique, Daniel Cohn-Bendit est né en France en 1945, de parents allemands antinazis. Il possède la double nationalité, française et allemande, mais c'est d'abord un Européen convaincu. Il est devenu membre du Parlement européen en 1994, élu sur la liste des Verts, deux fois en Allemagne, deux fois en France. Il a quitté cette assemblée en avril 2014 mais il continue à défendre avec force, notamment dans ses chroniques matinales sur la radio française Europe 1, son idéal européen.

Jacques Attali « L'Europe n'existe que quand elle avance, elle n'est pas réversible »

CONTRE

Jacques Attali estime que la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne serait « catastrophique ». Il nous explique pourquoi.

Le Brexit, une « catastrophe » ?

Ce serait surtout une catastrophe pour la Grande-Bretagne. Parce que je pense que les conséquences de désordre, de chaos dans la vie politique, de difficultés à mettre en œuvre une sortie de l'Union européenne pourraient entraîner la démission du gouvernement de David Cameron et des élections. Il faudra aussi mettre en œuvre l'article 50 du traité de Lisbonne qui revient à dire que si on n'arrive pas au bout de négociations de deux ans, ils seront automatiquement dehors. Ce qui va leur faire perdre énormément, tant financièrement qu'administrativement et légalement parlant. Ils vont devoir mettre en place toute une série de législations et accords internationaux. Tout cela sans oublier qu'une sortie de l'UE peut entraîner la résurgence de l'indépendantisme écossais.

Et pour nous Européens ?

Ce serait très ennuyeux parce qu'on perdrait là une partie de notre poids, en particulier au niveau de la défense et de la sécurité. On y perdrait également en matière de vitalité financière et économique. Mais ce serait surtout pour la Grande-Bretagne que ce serait un problème. Ce serait une perte de poids au moment où l'importance de la défense est très grande. Nous avons tout intérêt à garder la Grande-Bretagne avec nous.

Cameron a-t-il joué avec le feu en acceptant d'organiser ce référendum ?

Bien sûr. Il peut difficilement dire que le Brexit est une catastrophe puisque le problème ne se poserait pas sans lui. Les partisans du Brexit ont beau jeu de dire que M. Cameron ne peut pas prétendre que ce serait catastrophique puisque c'est lui qui a décidé de poser la question aux Britanniques...

Pourquoi l'a-t-il fait, pour contenter une partie de son parti ?

Oui, il a cru que c'était facile. Comme toujours, ceux qui posent des questions par référendum sont convaincus que c'est facile.

Une sortie coûterait cher à la France ?

Non, les plus grandes victimes d'un Brexit seront les Pays-Bas et l'Allemagne, les plus importants partenaires commerciaux. Pour la France beaucoup moins, pour la Belgique un peu.

Quand on voit un Etat membre jouer avec son adhésion à l'UE, est-ce le signe que quelque chose ne tourne pas rond ? L'Europe a-t-elle besoin d'un renouveau ?

Elle a besoin de continuer. L'Europe n'existe que quand elle avance. La grande conséquence catastrophique du Brexit serait de donner le sentiment que l'Europe est réversible. C'est très embêtant, parce que ça donne l'impression qu'au fond, on pourrait ne pas continuer à avancer de la même façon que ce qu'on a fait jusqu'à présent. Tout est possible, les Hollandais, les Italiens, les Danois ou autres pourraient aussi commencer à réclamer des référendums, ce qui provoquerait une situation de fragilité. Brexit ou pas, il est très important de redonner un projet à vingt ans pour l'Europe. Et, pour moi, c'est l'Europe de la sécurité et de la défense.

On ne pourra pas faire comme s'il ne s'était rien passé, même si les Britanniques votent pour le maintien...

De toute façon, l'Europe est très incertaine en permanence. C'est comme la nature humaine. Regardez ce qu'il se passe dans tous les pays du monde, ce n'est guère mieux en termes de stabilité. L'Europe n'est pas plus instable que les pays qui la composent ou qui n'en sont pas membres.

Elle est à l'image des pays qui la composent ?

Tout à fait.

Une Europe de la défense, vous y croyez vraiment ?

J'y crois d'autant plus que les Etats-Unis ne sont plus là aujourd'hui pour défendre les Européens. Et que nous avons de vrais besoins de défense, en particulier des frontières à l'égard de ce qui se passe en matière de terrorisme et de migrations de toutes natures. Nous avons besoin de ce que Frontex soit vingt fois plus grande qu'elle n'est aujourd'hui. Nous avons besoin de mettre en commun nos moyens de défense, surtout parce qu'on va de plus en plus prendre conscience que les Américains ne protègent ni le Moyen-Orient ni la Méditerranée ni nos frontières à nous.

Une Europe de la sécurité et de la défense, qui inclura le financement des hotspots, de Frontex et de la défense proprement dite s'imposera.

Avec des douaniers européens ?

Bien entendu.

Si le résultat du référendum est très serré, le gouvernement britannique pourrait-il ne pas en tenir compte ?

Oui et le gouvernement pourrait décider de démissionner pour laisser la place à des gens qui sont favorables pour faire les choses. Mais comme il n'y a pas de majorité pour le Brexit au parlement, on irait vers des élections. Mon sentiment, c'est que, même si le vote est négatif, la route vers la sortie de la Grande-Bretagne est semée d'embûches. Et ça coûtera beaucoup plus cher que prévu. C'est pour ça que les peuples sont en colère, parce qu'ils ont l'impression que cela ne sert à rien de voter. Il y a des choses plus difficiles à défaire qu'à faire, c'est comme l'unité de la Belgique. Ça ne se défait pas sur un coin de table. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

Jacques Attali

Economiste, professeur et écrivain, Jacques Attali a également été le conseiller spécial du président François Mitterrand de 1981 à 1991. Premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) après la Chute du Mur de Berlin, il est aujourd'hui avec sa société PlanNet Finance, engagé dans la croisade de la microfinance. Dans son livre « Une brève histoire de l'avenir », il annonçait, dans la foulée du 11 septembre 2001, le déclin de l'empire américain, la toute-puissance de l'empire du marché, et prédisait qu'après la violence de l'argent, viendrait celle des armes. Il est l'auteur de plus de 50 livres, traduits dans plus de 20 langues et diffusés à plus de six millions d'exemplaires.

Etienne Davignon : « Brexit ou pas, le statu quo est intolérable »

Pour Etienne Davignon, que la Grande-Bretagne reste ou pas au sein de l'Union, un choc énorme s'est de toute façon produit. Pourra-t-on en tirer les leçons ? L'homme le pense sincèrement. « *On n'a pas le choix* », dit-il... « *Je ne suis pas pessimiste de nature mais il ne faut pas être stupide non plus : un choc s'est produit. Il va falloir que les Etats membres se prononcent sur leur volonté de relancer le processus de construction européenne. Dans ce contexte, la reconstitution de l'axe franco-allemand est une nécessité.* »

Evacuons la question qui fâche : Brexit ou pas ?

Les Anglais vont rester, tenus par la peur des changements et des conséquences économiques...

La raison finirait donc par l'emporter...

Oui, mais quoi qu'il arrive, la campagne aura été épouvantable. Cette campagne du Brexit n'a pas été une campagne pour l'Europe. Le seul constat que David Cameron a fait sur l'Europe, c'est celui de dire et redire que la Grande-Bretagne n'aurait plus à se coltiner autant d'obligations qu'avant. Vous parlez d'un projet...

Les Anglais resteront donc, à vous entendre, un pied en dehors et un pied en dedans...

Exactement. Et c'est loin d'être une perspective alléchante. S'ils sortent, on va en déduire qu'ils ont voté contre l'Europe, sans avoir jamais abordé les perspectives que le projet européen peut offrir, sans jamais avoir analysé la valeur ajoutée, réelle, que l'Europe recèle... C'est pour cela que c'est épouvantable. La campagne a été purement sentimentale, et jouer sur les sentiments fait toujours ressortir les plus bas instincts humains, notamment sur la question des réfugiés, qui aura été centrale dans les débats.

Est-ce vraiment propre à la Grande-Bretagne... ?

Non, bien sûr, mais on est face à un paradoxe extraordinaire avec ce rejet de l'Europe. Sur les questions qui intéressent le plus les gens, sur le climat, sur la croissance, sur la justice sociale, sur la sécurité sociale, il faut se rendre à l'évidence : les Etats ne

peuvent les résoudre seuls. Et les citoyens en sont d'autant plus convaincus que, sur ces questions, au niveau national et international, ils ne votent plus – ou de moins en moins – pour les partis traditionnels. On l'a vu récemment en Italie, mais on l'a aussi vu en Grèce, en Espagne, en Autriche, en Finlande, en Suède... On est, je crois, face à une société profondément désorientée, où l'hostilité à l'égard de ceux qui sont au pouvoir ne profite pas à ceux qui ne sont pas au pouvoir, mais à ceux qui apparaissent comme distincts de tout ce qui s'est passé auparavant. Pourtant, les problèmes auxquels on fait face – la sécurité, la croissance, etc. – ne peuvent plus se résoudre au seul niveau national.

Est-ce que le cas britannique cristallise les maux européens, et une forme de ce que certains n'hésitent pas à appeler un déficit démocratique ?

On ne peut pas parler de déficit démocratique. Il s'agit davantage de défiance à l'égard de ceux qui détiennent le pouvoir, ou l'establishment. Il s'agit de l'expression d'une forme d'insatisfaction, qui se manifeste également aux Etats-Unis dans le cadre de la campagne pour la présidentielle. C'est le fait d'une société désorientée, confrontée aux peurs du court terme, où le manque de perspectives au niveau national et même international est patent. Il faudrait évidemment prendre en compte le rejet de l'Europe si c'était cela dont il était question, mais ce rejet n'est que l'accessoire de cette forme de défiance vis-à-vis de l'establishment. Rien de plus.

Comment expliquer que David Cameron ait engagé son pays sur la voie du référendum alors que les perspectives en cas de Brexit, notamment économiques, sont très sombres... ?

Je crois que c'est encore plus horrible que cela... Mais avant de répondre à cette question, il faut se souvenir, et c'est scandaleux, que Cameron, sur la

base de sondages avant les élections législatives, pensait qu'il n'aurait pas de majorité absolue et qu'il lui faudrait donc s'allier avec deux partis, dont aucun ne voulait entendre parler du référendum. Cameron voulait un référendum mais il voulait surtout un gouvernement, de sorte que le référendum a été reporté aux calendes grecques. Ce qui ne devait pas arriver arriva : la majorité absolue. Cameron devenait ainsi le complice de cette astuce subalterne scandaleuse. Si vous assumez les responsabilités du pouvoir, comment justifier que l'opinion publique puisse avoir du respect pour le pouvoir... Cameron a voulu unifier son parti mais il a surtout réussi à diviser profondément la Grande-Bretagne. A la clé, il y a une grande perte de crédibilité à l'égard du pouvoir politique, alors qu'on n'en aura jamais eu autant besoin avec les problèmes sociétaux auxquels on fait face.

L'idée vit, dans les coulisses, que l'Europe serait peut-être plus facile à construire ou développer sans la Grande-Bretagne, même si d'autres pays se montrent tout aussi « exigeants »...

Cette question se posera, n'en doutez pas un instant. Certes, l'accord avec la Grande-Bretagne, si elle reste au sein de l'Union, va être compliqué à mettre en œuvre, mais laissons de côté ces aspects techniques. Que va dire la Grande-Bretagne vendredi : « j'ai obtenu deux choses. Un, en ce qui me concerne, on n'avance plus et deux, par rapport à ce qui existe, je suis exonérée d'une partie de mes obligations. » Pourquoi d'autres pays ne manifesteraient-ils pas les mêmes doutes ? La question fondamentale, je le répète, c'est « où va-t-on et avec qui ? »

On vous la pose...

Je ne le sais pas, mais même si la Grande-Bretagne reste, après cette campagne entachée d'irresponsabilité et d'exagérations en tous genres, l'échec politique ne sera peut-être pas visible mais l'ambiguïté demeurera. Imaginez que les pays moins développés qui restent au sein de l'Europe pour des raisons financières, s'il n'y a pas de projet commun, ne porteront

pas de projet pour davantage de solidarité. Et les gens vont dire : pourquoi arroser les Slovaques ou les Polonais s'ils ne veulent plus avancer avec nous ? La solidarité implique que l'on soit solidaire par rapport à la réalisation de quelque chose mais l'Union européenne n'est pas la société de Saint Vincent de Paul.

Comment la relancer ?

Aucun Etat ne peut faire les choses tout seul. Lorsque la souveraineté est partagée, on n'est pas dans la domination d'un Etat par rapport à un autre. Il faut avoir le courage de dire que ceux qui ne sont pas intéressés

par ce projet doivent partir. Il faudra avoir le courage de se compter. Je crois qu'on n'a pas le choix. Il faut avancer. Faire une analyse statique des positions des membres de l'Union européenne. Et dire qu'il ne se passera rien, c'est supposer que la situation dans laquelle on est - le statu quo - est tolérable. Mais le statu quo n'est pas tolérable. ■

**Propos recueillis par
FRANÇOIS MATHIEU**

Un « sage » de l'Europe

Diplomate au début de sa carrière, Etienne Davignon (83 ans) a été l'un des plus proches collaborateurs de Paul-Henri Spaak, l'un des « pères fondateurs » de l'Europe, et 20 ans plus tard commissaire européen dans l'équipe de Jacques Delors. Passé ensuite à la Générale de Belgique et au groupe Suez (aujourd'hui Engie), « Stevie » est à son tour devenu un « sage » de l'Europe.